



Le Forum de Brisbane 1994 :

Gérer nos ressources

Les dirigeants du Forum ont accompli un très grand pas en avant vers le 21ème siècle en choisissant pour leurs débats le thème "Gérer nos ressources".

En se concentrant sur les préoccupations communes à la région comme la gestion des forêts indigènes, le développement des pêcheries, la gestion des sols et la gestion de la croissance du tourisme, la Conférence du Forum a analysé les méthodes d'utilisation des ressources actuelles et les possibilités d'améliorer la durabilité de ces utilisations pour l'avenir.

L'une des importantes décisions prises par la Conférence consiste en un accord très important sur la gestion des forêts, conclu par les premiers ministres d'Australie, des Fidji, de Nouvelle-Zélande, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Vanuatu. Cet accord prévoit :

- un code de conduite commun en matière d'exploitation des forêts indigènes, qui devra être respecté par les sociétés actives dans les pays signataires ;
- l'amélioration urgente de la surveillance de l'exploitation forestière et des exportations de bois ;
- l'organisation, dans un délai de deux mois, d'une réunion de responsables de haut niveau pour lancer la mise en œuvre de ces décisions.

Les dirigeants se sont également mis d'accord pour poursuivre et renforcer leur approche multilatérale de la gestion des pêcheries régionales, notamment par la négociation d'accords plus nombreux avec les nations hauturières. Un seul accord de ce type, signé par les Etats-Unis et coordonné par l'APF, existe à l'heure actuelle.

Dans son Communiqué, le Forum a souligné l'importance fondamentale des droits et des coutumes indigènes, ainsi que de la relation spéciale qui lie les peuples indigènes à leurs terres, suite à une récente déclaration du ministre australien des affaires du Pacifique, M. Gordon Bilney, qui suggérait aux pays insulaires du Pacifique de repenser certains aspects de leurs systèmes de propriété foncière coutumière afin d'encourager les investisseurs étrangers.

En 1995, la Conférence du Forum se réunira à Port Moresby, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ses officiels espèrent que les négociations en cours en vue de l'adoption d'un Traité régional sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et leur gestion dans la région du Pacifique Sud seront suffisamment avancées pour permettre aux dirigeants du Pacifique de le signer lors de la Conférence.



Le Communiqué du Forum de 94 à vol d'oiseau...

La Conférence du Forum a résolu de :

Forêts...

- mettre en œuvre des activités visant à restreindre les niveaux actuels d'exploitation non durables de certaines forêts indigènes de la région ;

Propriété foncière...

- reconnaître l'importance fondamentale des droits et des coutumes indigènes, ainsi que de la relation spéciale qui lie les peuples indigènes à leurs terres ;

Pêcheries...

- promouvoir l'utilisation durable des pêcheries de la région par des actions multilatérales ;

Carburants...

- réduire la teneur en octane des carburants vendus dans la région en reconnaissance des avantages d'ordre économique et écologique de cette mesure ;

Changement climatique et élévation du niveau de la mer...

- demander des mesures plus exhaustives visant à restreindre les émissions de gaz à effet de serre selon la Convention cadre sur les changements climatiques ;
- demander aux pays de l'annexe 1 de veiller à ce que leurs actions de mise en œuvre en commun viennent s'ajouter à leurs actions nationales et ne les dupliquent pas.

Zones côtières et pollution d'origine tellurique...

- Le Forum s'est félicité de l'attention qui porte sur la préservation de la santé des récifs coralliens aux fins d'une protection rationnelle des côtes ;

Convention sur la biodiversité...

- a approuvé la création de zones de conservation sous l'égide du PCBPS ;
- a encouragé les membres du Forum à ratifier la Convention sur la diversité biologique.



Les SNAGE, et après ?

Au cours des quatre dernières années, d'importants bailleurs de fonds ont aidé les Etats insulaires du Pacifique à planifier la gestion de leur environnement pour veiller à ce que, tout en se développant économiquement, ils protègent leur environnement. Ce processus a abouti à une série de Stratégies nationales de l'environnement (SNAGE), pour plusieurs pays de la région.

Ce processus était d'importance vitale...

Le processus d'élaboration des SNAGE dans chaque pays était important. Plutôt que de produire un document qui "trônerait sur un étagère", l'élaboration des SNAGE a aidé à sensibiliser les pays à l'environnement et à améliorer le processus de consultation avec la communauté. La majorité des pays ont effectué une étude approfondie des mécanismes juridiques, politiques et institutionnels en matière

d'environnement, et mené des activités de sensibilisation et d'éducation. Des Rapports sur l'état de l'environnement ont été rédigés et des vidéos produites en anglais et dans les langues vernaculaires.

Des séminaires et des ateliers de sensibilisation à l'échelle nationale ont servi à développer les SNAGE et à recevoir des commentaires des gouvernements et des agences privées, des ONG et des organisations communautaires. Dans de nombreux pays, les projets de SNAGE ont ensuite fait l'objet de révisions ultérieures à l'échelle nationale avant de recevoir l'accord définitif de leur conseil des ministres.

Le renforcement des cellules d'"environnement" de chaque pays, une formation annexe dans des domaines tels que les EIE, le contrôle de la qualité de l'eau, et l'élaboration d'inventaires des ressources et de plans de gestion ont constitué la majeure partie du processus des SNAGE.



Neva Wendt

(ci-contre)

poursuit son travail au PROE comme Chef de Projet (Capacité 21).

Photo : Apia Photomart

Quels pays disposent de SNAGE ?

Des SNAGE ont été mises sur pied dans la plupart des pays du Pacifique. Deux projets majeurs du PROE ont aidé douze pays avec leur processus de SNAGE :

- Aux Iles Cook, aux EFM, à la RIM, aux Iles Salomon et aux Tonga, la BAD a financé le projet avec l'assistance technique de l'UICN ;
- A Kiribati, à Niue, à Nauru, à Palau, à Tokelau, à Tuvalu et aux Samoa occidentales, le PNUD et le BAADI ont financé l'élaboration de ces SNAGE.

Au cours de cette période, des documents similaires ont également été produits par les Fidji et Vanuatu.

Toutes les SNAGE donnent également des profils de programmes détaillés consistant en une série de projets nécessaires à la mise en œuvre des activités qu'elles décrivent. Ces profils constituent maintenant également la base du programme de travail du PROE qui les soumet régulièrement aux bailleurs de fonds sous forme d'exposés de l'aide requise par les Etats membres.

La réponse aux SNAGE : la "Capacité 21"

Le PNUD a répondu aux résultats des SNAGE en offrant des fonds pour un nouveau projet qui doit démarrer en août 1994. Ce Programme de développement des capacités de développement durable dans le Pacifique Sud : développement des SNAGE, ou Capacité 21, met l'accent sur la nécessité de développement des institutions identifiées dans les SNAGE, et sur la mise en œuvre des principes exposés dans l'Agenda 21, le programme d'action issu du Sommet de la terre de Rio en 1992, au Brésil.

Le Communiqué du Forum de 1994 à vol d'oiseau...

page 1

- ☑ a condamné le commerce international des espèces en danger (N.D.L.R. : donc, de toutes les espèces de tortues marines) ;
- ☑ a demandé instamment à tous ses membres de penser à adhérer à la CITES ;
- ☑ s'est félicité de la création d'un sanctuaire baleinier des mers australes ;
- ☑ a soutenu la continuation du moratoire sur la pêche commerciale à la baleine ;
- ☑ a pris note de la popularité croissante de l'observation des baleines et de ses implications pour l'écotourisme ;
- ☑ a approuvé la proposition du thème "l'année de la tortue marine" pour 1995 ;

Conférence de la Barbade...

- ☑ a approuvé le programme d'action de la Conférence de la Barbade ;
- ☑ a mis en place un mécanisme consultatif, constitué du PROE, de la GESAP et de hauts fonctionnaires, chargé de coordonner la mise en œuvre du programme d'action dans la région ;

FEM...

- ☑ s'est félicité de la restructuration et du refinancement du FEM, ainsi que de son intention de mettre en œuvre les décisions de la Conférence de la Barbade ;

Traité régional sur les déchets dangereux...

- ☑ a demandé aux officiels de faire tous les efforts pour conclure la négociation du Traité régional sur les déchets dangereux à temps pour le Forum de 1995 ;

Déchets radioactifs...

- ☑ a réaffirmé sa préoccupation concernant l'acheminement par voie maritime de déchets radioactifs vers le Japon traversant la région ;
- ☑ a reçu des assurances selon lesquelles les expéditions seraient effectuées dans le respect des normes internationales de sécurité les plus rigoureuses ;
- ☑ a remercié le Japon de lui avoir communiqué des renseignements concernant son programme d'utilisation du plutonium.

☺☺☺

page 4



Vili A. Fuavao

Depuis de nombreuses années, l'environnement constitue l'une des préoccupations majeures inscrites à l'ordre du jour de la conférence annuelle du **Forum du Pacifique Sud**.

Les problèmes comme l'élévation du niveau de la mer et son impact potentiellement dévastateur sur les atolls bas de la région, les déchets domestiques, industriels et dangereux, les plantes et les animaux menacés, la protection côtière, l'absence de sensibilisation à l'environnement et la rapidité de la croissance démographique et ses effets négatifs sur les ressources limitées de la région ont tous occupé une place prépondérante dans les ordres du jour et les communiqués des récentes conférences du Forum. Le dernier Forum, à Brisbane, en Australie, n'a pas constitué d'exception et a mis l'accent sur le thème "Gérer nos ressources".

On se souviendra longtemps du Forum de Brisbane qui a voulu en revenir à la manière originale "de faire affaire". Ce Forum a également mis l'accent sur l'environnement et les dirigeants ont, à l'issue d'une "retraite", déclaré leur engagement à traiter des problèmes de l'exploitation forestière, des pêches et des compagnies aériennes.

La coopération régionale est essentielle si la région désire recevoir des revenus équitables de l'utilisation durable de nos ressources naturelles. L'objectif du développement durable ne peut bien sûr être atteint que si l'on examine promptement les questions

de l'environnement et si elles sont reconnues et incorporées dans la planification du développement national.

Le Forum de Brisbane a été un succès. Les dirigeants du Pacifique se sont concentrés sur un thème d'importance cruciale pour la préparation de la région aux défis posés par le siècle à venir. Le PROE a continué à conseiller et à informer la conférence du Forum sur l'environnement et sur les tendances et développements internationaux récents dans ce domaine.

La **7ème Conférence du PROE** se réunira à Tarawa, Kiribati, du 11 au 13 octobre 1994. Parmi les points majeurs de l'ordre du jour figurent l'adoption du plan directeur pour le Secrétariat, la périodicité des conférences du PROE, les budgets et programmes de travail pour 1995-97, et le mécanisme de mise en œuvre des résultats et des décisions de la Conférence de la Barbade. Les délibérations et les discussions sur une nouvelle révision des conditions d'emploi du personnel du PROE auront certainement un impact sur la capacité du PROE à mettre en œuvre son programme de travail annuel.

A ce jour, cinq pays - les Fidji, Kiribati, Nauru, la Nouvelle-Zélande et les Samoa occidentales - ont ratifié la Convention portant création du PROE. Il nous faut cinq ratifications de plus pour que cette convention entre en vigueur et donne ainsi au PROE le statut juridique dont il a besoin pour fonctionner en tant qu'organisation régionale autonome. En

attendant, nous continuons à travailler dans l'esprit de la Convention, et dans le cadre d'un mécanisme intérimaire permettant au PROE de fonctionner indépendamment.

En 1990, le PROE a lancé le Programme régional de conservation des tortues marines, qui a reçu l'appui du Forum de Brisbane, celui-ci ayant soutenu la décision de déclarer l'année 1995 "Année de la tortue marine".

Pour ce programme, le PROE a préparé des activités qui coïncideront avec cette déclaration et aura besoin de votre soutien actif pour pouvoir atteindre les objectifs de ces activités. Le thème commun pour l'année est "Laissons vivre nos familles de tortues". Je fais appel au soutien de tous pour cette noble initiative et pour arrêter l'inquiétant déclin du nombre de tortues dans notre région.

Je me réjouis de vous voir à Tarawa.

Vili A. Fuavao
Directeur

Concours scolaire de dessin pour un logotype tortues

Qu'y a-t-il de commun entre les tortues marines et le dessin ? Les tortues marines font l'objet d'un concours de dessin pour les élèves du primaire et du secondaire des îles du Pacifique. Ce concours marque le début d'une campagne régionale soulignant le déclin rapide du nombre des tortues marines dans les îles du Pacifique.

L'année 1995 a été nommée "Année de la tortue marine", avec pour thème "Laissons vivre nos familles de tortues !"

Les élèves du primaire et du secondaire sont invités à envoyer des dessins, en noir et blanc ou en couleurs, au PROE. Le dessin gagnant, basé sur le thème, sera retenu comme logotype pour l'Année de la tortue marine. Les gagnants se verront offrir trois prix en espèces. La date

de clôture du concours est le 18 novembre 1994.

Sue Miller, responsable du PROE pour la coordination du Programme régional pour la conservation des tortues marines, organise le concours. Elle a récemment attiré l'attention sur l'importance de la prise de conscience par tous les habitants du Pacifique de la disparition imminente de la plupart des tortues marines dans la région s'ils ne contrôlent pas les taux actuels de prise de cet animal.

"Les tortues marines ont besoin de notre aide" a dit Mme Miller. "Leurs nombres diminuent car le taux de prise augmente plus rapidement que leur taux de reproduction. Nous devons tuer moins de tortues maintenant, voire même ne plus en tuer du tout, ou nos enfants n'en verront plus".

L'on a récemment découvert que les tortues marines de la région ne se reproduisaient que dans les zones où elles étaient nées. Ceci signifie que si les tortues reproductrices disparaissent d'une zone donnée du fait de la surpêche, elles ne reviendront probablement jamais y pondre.

"Tous ces facteurs mettent en danger la survie des tortues marines dans la région" a dit Mme Miller. "Cette situation implique que tous les habitants du Pacifique doivent travailler ensemble pour éviter que cet animal important sur le plan culturel et économique ne disparaisse à jamais de la région".

Pour de plus amples informations, prière de contacter Mme Sue Miller, responsable de biodiversité (protection des espèces) au PROE (tél. : (685) 21 929 ; fax : (685) 20 231).



Les SNAGE, et après ?

☛ page 2

La phase I du projet durera 30 mois, jusqu'en février 1997, et concerne six nations insulaires du Pacifique : deux en Mélanésie, deux en Micronésie et deux en Polynésie.

Le projet vise à :

- ☛ créer et renforcer des structures administratives et juridiques nationales pour le développement durable ;
- ☛ intégrer les questions de l'environnement dans les politiques nationales fiscales et de développement ;
- ☛ accroître la sensibilisation de la population à l'environnement, et par là encourager celle-ci à participer à la planification et à la mise en œuvre des projets de développement ;

- ☛ améliorer l'image de la planification intégrée des ressources terrestres et marines et les compétences dans ces domaines ;
- ☛ valoriser la place des systèmes traditionnels de gestion des ressources ;
- ☛ valoriser la place des régimes traditionnels de propriété des terres et de la mer dans le développement moderne ;
- ☛ améliorer la liaison entre les agences gouvernementales, les ONG et les groupements communautaires ;
- ☛ améliorer les informations sur le développement durable et leur diffusion à toutes les parties concernées ;
- ☛ faire progresser les sciences et les technologies de collecte des informations et développer les méthodes nécessaires au développement durable.

Capacité 21 : de grands espoirs

La Capacité 21 aidera à :

- accroître les compétences locales de conception de stratégies dont la planification implique plusieurs secteurs, et ainsi encourager le développement durable ;
- mettre en place des structures politiques, juridiques, réglementaires et d'application adéquates ;
- créer un réseau pour améliorer l'accès aux informations et leur échange dans la région.

Afin de veiller à ce que les besoins de chaque pays soient satisfaits, le PROE continuera à rechercher des fonds supplémentaires pour la mise en œuvre des activités identifiées dans les SNAGE.



Concours

Concours international de photographie sur l'environnement

Thème : Votre monde en point de mire

Date de clôture : 30/4/95

Organisateurs : le PNUE et Canon Inc.

Catégories :

1. Professionnels
2. Amateurs
3. Enfants (moins de 16 ans au 1/1/94)

Limites :

1. Trois photographies ou diapositives maximum, en noir et blanc ou en couleurs ;
2. Les documents envoyés doivent illustrer le thème.

Renseignements supplémentaires :

PROE

ou

UNEP Photographic Competition
Dentsu Australia Pty Ltd
20 Riley St
East Sydney, NSW 2011
Australie



Le PROE dispose des documents suivants sur les SNAGE

(en langue anglaise)

Rapports sur l'état de l'environnement

Etats fédérés de Micronésie
Iles Cook
Iles Marshall
Iles Salomon
Kiribati
Niue
Palau
Tokelau
Tuvalu
Samoa occidentales

Stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE)

Etats fédérés de Micronésie
Iles Cook
Iles Marshall
Iles Salomon
Kiribati
Niue
Palau
Tokelau
Tonga
Tuvalu
Samoa occidentales

Etudes sur l'éducation à l'environnement et la sensibilisation de la communauté

Kiribati
Niue
Tuvalu

Etudes de la législation de l'environnement

Etats fédérés de Micronésie
Iles Cook
Iles Marshall
Iles Salomon
Kiribati
Niue
Palau
Tokelau
Tonga
Tuvalu
Samoa occidentales

Vidéos de sensibilisation

Kiribati, en kiribatien et en anglais (PAL)
Niue, en niuéen et en anglais (PAL)
Palau, en anglais (NTSC)
Tokelau, en tokelauen et en anglais (PAL)
Tuvalu, en tuvaluan et en anglais (PAL)
Samoa occidentales, en samoan et en anglais (PAL)
Vidéo commune sur les SNAGE (Kiribati, Niue, Tokelau, Tuvalu et Samoa occidentales) en anglais (PAL)
Vidéo ATER (BAD/UICN) en anglais (PAL)

Pour une copie de ces documents prière de contacter le Chargé de l'information et des publications du PROE.



Tonga:

Prise de conscience à Vava'u : "Protège la terre et elle te protégera"

Décrite par certains touristes comme probablement l'une des plus belles îles du Pacifique, Vava'u a récemment été le lieu d'une importante campagne de sensibilisation à l'environnement.

Les églises, la radio, des réunions communautaires, et même les fêtes au kawa ont servi à promouvoir le thème "Protège la terre et elle te protégera", pendant la Semaine de sensibilisation à l'environnement de Vava'u, du 12 au 15 juin 1995. Pour renforcer l'impact de cette campagne, un sujet nouveau était mis en valeur chaque jour.

Dimanche – Sensibiliser l'opinion publique

Le dimanche 12 juin, toutes les églises ont commencé par promouvoir le thème, le service de l'Eglise wesleyenne libre à Nei'afu, la ville principale étant radiodiffusé en direct. Le message du jour fit ensuite l'objet de discussions et de débats parmi les cours de religion, les groupes d'église et les fêtes au kawa ; les membres de Mana Fakatupu, l'ONG locale se tenaient à leur disposition pour ces discussions.

La première vidéo de sensibilisation à l'environnement produite entièrement à Vava'u (en tongan) fut aussi montrée

dimanche à plusieurs endroits, et des posters et d'autres articles ayant trait à l'environnement furent exposés.

Lundi – Nettoyer

Lundi fut nommé "jour de nettoyage" pour Nei'afu et les villages de Vava'u. Pendant les deux semaines précédentes, Radio Tonga avait diffusé des messages demandant aux ménages de rassembler les déchets, qui furent alors ramassés par Mana Fakatupu. Les déchets des yachts ancrés autour de Vava'u furent aussi ramassés. Des poubelles furent également distribuées dans tout Nei'afu et dans la zone portuaire.

Mardi – Reverdifier Vava'u

Mardi fut consacré à la plantation d'arbres. Plus de 3000 plants furent distribués aux propriétaires terriens pour être plantés dans tout Vava'u. L'Honorable S. Maafu Tupou, ministre des terres, du cadastre et des ressources naturelles donna l'exemple en plantant un langakali au palais royal à Nei'afu.

Les arbres de culture populaire tels que le heilala et le langakali furent très demandés. Des barrières en bois furent aussi érigées pour protéger les jeunes plants des animaux herbivores.



L'Honorable S. Maafu Tupou, ministre des terres, du cadastre et des ressources naturelles des Tonga, plante un langakali au palais royal de Fangatongo, Vava'u.

Photo : Mana Fakatupu

Mercredi – Reconnaître le tourisme

La communauté locale et Mana Fakatupu reconnaissent l'importance du tourisme pour l'économie locale, et le dernier jour fut consacré au nettoyage des plages et des zones marines proches de Vava'u.

Une des activités de la journée fut un concours de propreté des plages et zones marines adjacentes. Huit plages participèrent et c'est la plage de Nuku Island qui gagna le premier prix s'élevant à 200 pa'anga. Des bateaux et des camions servirent à nouveau à ramasser et emmener les déchets.

Taniela Tukia, directrice de Mana Fakatupu, a déclaré que les activités de la semaine avaient été une réussite pour l'environnement et le peuple de Vava'u, et qu'elles marquaient le début d'une série de campagnes visant à régénérer l'environnement de Vava'u.

Le PNUD a fourni les fonds pour cette campagne, par l'intermédiaire du PROE.

N.D.L.R. : Tous nos remerciements à Taniela Tukia de *Mana Fakatupu*, qui nous a fourni les informations et les photos. Nous espérons que ce groupe nous enverra d'autres comptes-rendus d'activités réussies.



La plage de Nuku Island, gagnante du concours de nettoyage des plages.

Photo : Mana Fakatupu



Tokelau :

Nettoyer la planète, c'est bien, mais commencer autour de soi, c'est mieux !

Les nombreuses campagnes de nettoyage menées dans la région ces dernières années se sont souvent déroulées dans le cadre des activités de la Semaine de l'environnement. Ces campagnes sont cependant souvent des événements isolés et annuels qui ne contribuent guère à changer les attitudes des gens envers les ordures.

Deux projets dans ce sens ont récemment démarré sur l'atoll de Nukunonu, à Tokelau. Le premier consistait à nettoyer le lagon situé près des flots habités de Nukunonu, dans lequel s'étaient accumulés des matériaux de construction et des ordures ménagères, suite à de récents cyclones.

Le personnel du ministère de l'environnement a utilisé des équipements de plongée, masques et tubas et des bateaux locaux pour localiser et repêcher les grandes quantités de débris jonchant les eaux profondes et peu profondes du lagon. Le verre, le plastique et l'aluminium ainsi repêchés ont ensuite été triés puis stockés dans des fûts de 200 litres avant d'être embarqués à destination

d'Apia, aux Samoa occidentales ; la ferraille a été transportée à l'extrémité de l'île pour être réutilisée ou éliminée.

Maintenant que ces grands projets de ramassage et de transport en sont arrivés à leur fin, il demeure important de limiter autant que possible l'accumulation d'ordures dans le lagon.

L'objectif du second projet était de montrer à la population locale comment trier les ordures ménagères par catégorie avant la collecte, d'apprendre aux ménages à être responsables de leurs propres ordures et, dans la mesure du possible, de recycler.

Ce message a été diffusé au moyen de simples affiches et de discussions avec les groupements communautaires et les ménages, qui ont été encouragés à trier les ordures en verre, métaux, plastique, piles et batteries, et huiles pour moteurs usées et à recycler, réutiliser ou réduire les quantités d'ordures. La campagne, qui avait reçu l'appui total du conseil du village, s'adressait tout particulièrement aux femmes et aux écoliers.

Il restait cependant à faire passer un message tout aussi important, celui de la minimisation des ordures. Tandis



Tri d'ordures ménagères sur l'atoll de Nukunonu, Tokelau

Photo : Catriona Glendinning

que Tokelau se dirige vers l'indépendance et le développement durable, ces questions doivent être résolues pour éviter que l'environnement relativement sain de Tokelau ne se détériore comme celui de certains pays insulaires voisins.

N.D.L.R. : nous adressons nos remerciements à Catriona Glendinning, volontaire travaillant pour le Bureau des affaires de Tokelau, pour ces informations et photos. Elle a bénéficié du soutien du PNUD par le biais du projet de SNAGE basé au PROE. ☺☺☺

Iles Salomon :

Journée mondiale de l'environnement 1994

Alison Ofoalau
Solomon Island Broadcasting Corporation

Cette année, la plupart des pays du Pacifique Sud ont célébré la Journée mondiale de l'environnement. Aux Iles Salomon, la journée a été inaugurée le 3 juin par un discours de l'Honorable Ezekiel Alebua, ministre des forêts, de l'environnement et de la conservation.

James Salinga, Secrétaire permanent du ministère, a lu un message de Mme Elizabeth Dowdeswell, Directrice du PNUE, sur le thème "Une planète, une famille".

page 7



Déchargement des ordures repêchées dans le lagon de Nukunonu, Tokelau...

Photo : Catriona Glendinning



... Kimi (à gauche), Makaleo et Heho et toutes les ordures et ferrailles repêchées dans le lagon.

Photo : Catriona Glendinning



Samoa occidentales :

Les enfants font entrer une espèce menacée, le manumea, à l'école

Les élèves de l'école intermédiaire de Leififi, à Apia, Samoa occidentales, sont les acteurs principaux d'un événement rare pour les îles du Pacifique : un spectacle de marionnettes sur une espèce de pigeon menacée, le *manumea* ou *diduncule*.

Les marionnettistes, âgés de 11 à 13 ans, ont récemment joué une pièce sur la disparition du *manumea*, l'oiseau national des Samoa occidentales, et de son habitat de forêt tropicale en plaine. La première représentation a eu lieu en présence des élèves de l'école primaire de l'Eglise des Saints du dernier jour, à Pesega, Apia. Les spectacles de marionnettes sont assez rares aux Samoa occidentales, et la représentation fut très appréciée des jeunes spectateurs.

La pièce illustre le défrichement de la forêt tropicale par l'agriculture et l'exploitation forestière, et à la suite de deux importants cyclones récents, ainsi que leurs conséquences pour l'espèce menacée du *manumea* et pour d'autres animaux de la forêt. Elle illustre aussi les effets d'une chasse incontrôlée par les villageois, pour qui l'oiseau est une friandise recherchée.

Les spectateurs ont apprécié une production au rythme enlevé et aux effets sonores excellents, et ont chanté ensemble la chanson-thème accrocheuse de la pièce. Le texte fut présenté en anglais et en samoan.

Des responsables du service national de l'environnement et de la conservation (SEC) avaient écrit la pièce, et conçu et créé les marionnettes et le décor, avec l'assistance technique du projet RARE, basé aux Caraïbes.

Il est prévu que des élèves d'autres écoles des Samoa apprennent la pièce et partent en tournée dans le pays pour communiquer ce message de conservation aux écoles rurales, avec l'appui du personnel du SEC et du PROE.

N.D.L.R. : Alors que nous sommes sous presse, la pièce était jouée dans les écoles primaires des villages d'Upolu, avant d'être produite à Savai'i.

Journée mondiale de l'environnement 1994

page 6

Plusieurs ONG, ainsi que la division de l'environnement du ministère de la santé ont renforcé le message de cette journée de l'environnement, à l'aide d'expositions et d'affiches, tandis que le ministère des forêts, de l'environnement et de la conservation a montré au public des vidéos sur l'environnement lors de l'inauguration.

Le dimanche suivant, les églises du pays ont aussi consacré leur attention au thème de cette année.

L'Honorable Ezekiel Alebua, ministre des forêts, de l'environnement et de la conservation des îles Salomon, inaugure la Journée mondiale de l'environnement à Honiara.

Photo : A. Ofotalau



Nouvelles sur l'environnement pour les îles du Pacifique

Brisbane accueillera la prochaine conférence de Ramsar

Le ministre australien de l'environnement, John Faulkner, a récemment annoncé que Brisbane, en Australie, accueillerait la 6ème Conférence des Parties de la Convention de Ramsar.

La Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine (Convention de Ramsar) fut la première convention internationale et globale sur la nature et est à ce jour le seul traité international couvrant un type spécifique d'habitat.

Communiqué de presse RAMSAR, 10/6/94

La conférence sur le climat ouvre la voie à Berlin

La dixième session du comité intergouvernemental de négociation (INC) de la Convention cadre de l'ONU sur les changements climatiques s'est tenue à Genève pour préparer la première Conférence des Parties qui se tiendra à Berlin en mars 1995.

Parmi les questions litigieuses soulevées par ce groupe, également connu sous le nom d'INC-10, figurait la nécessité perçue d'un protocole de renforcement de l'engagement des pays développés à ramener, d'ici l'an 2000, leurs émissions aux niveaux de 1990.

En outre, les pays développés décriront désormais leurs méthodes de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Communiqué de presse de l'ONU, 19/9/94

Taiwan accepte de négocier un pacte multilatéral sur la pêche

Au cours des discussions sivant le Fom de Brisbane, Taiwan s'est déclaré prêt à augmenter ses contributions financières pour pouvoir pêcher dans les eaux de la région et à négocier un pacte multilatéral sur la pêche sur le modèle de celui signé avec les Américains.

Washington Pacific Report, 12:23

page 8



page 7

Blanchiment du corail : le pire cas de mémoire d'homme

Greenpeace vient de rendre public un rapport décrivant ce qui pourrait être le pire cas de blanchiment du corail en Polynésie française de mémoire d'homme.

Le Dr Ove Hoegh-Guldberg de l'Université de Sydney (Australie) a établi un lien entre le blanchiment du corail et des températures de la mer anormalement élevées aux alentours de Tahiti. "Ce que nous avons constaté à Tahiti semble confirmer certaines projections scientifiques sur les changements climatiques" a déclaré le Dr Hoegh-Guldberg.

Pour Greenpeace, ce cas constituerait un nouvel exemple de l'impact des changements climatiques anthropogènes sur l'environnement mondial.

Comm. de presse de Greenpeace, 2/6/94

Accord sur l'exploitation minière des fonds marins : vers l'entrée en vigueur de l'UNCLOS

Six Etats membres du PROE ont signé un accord modifiant une section litigieuse de la Convention de 1982 des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) sur l'exploitation minière des fonds marins. C'est là un important pas en avant vers la reconnaissance internationale de la convention.

L'accord reconnaît que toutes les ressources des fonds marins profonds situés au-delà des limites territoriales constituent "un patrimoine commun à toute l'humanité". Une administration des fonds marins, à constituer, sera chargée de superviser l'exploitation minière des fonds marins, sur la base des principes de libre entreprise et de non-discrimination.

L'UNCLOS contient des dispositions importantes pour la protection de l'environnement marin et pour la gestion des populations de poissons migrateurs. Au 19 août, l'Australie, les EFM, les Fidji, la France, la Nouvelle-Zélande et Vanuatu avaient signé l'accord.

Ocean Policy News, 8/94

page 9

Palau :

"Implantez un bénitier" : un partenariat entre l'environnement et le tourisme

Palau un partenariat unique entre l'environnement et le tourisme est en train de se développer autour du bénitier.

Palau est en train de se tailler une réputation mondiale comme lieu de vacances de "plongée", concentré autour de Rock Islands et de ses récifs coralliens immaculés. Les magasins de location d'équipements de plongée se multiplient et offrent d'emmener les touristes sur les meilleurs sites de plongée.

La Division des ressources marines de Palau (DMR) a lancé le projet "Implantez un bénitier" au début de cette année en vue d'arrêter le déclin des populations sauvages de bénitiers sur les récifs de Palau. La surpêche est la cause principale du déclin de cette espèce unique.

"Le programme est simple" a déclaré Lisa King, chef du Projet d'éducation marine auprès de la DMR. "Les magasins de plongée locaux achètent des bénitiers vivants du Centre micronésien de mariculture et de démonstration (qui élève les bénitiers)... et offrent ensuite aux amateurs de plongée libre et de plongée sous-marine l'occasion d'implanter ces bénitiers menacés dans la nature.

"Les plongeurs qui viennent à Palau ne savent pas que les bénitiers sont menacés dans le monde entier" a ajouté Mme King. "Quand un magasin d'équipements de plongée se joint au

programme il propose aux plongeurs de participer à une



opération de conservation du récif. Les participants assument un sens de la responsabilité envers les récifs de Palau et feront plus attention en plongeant à l'avenir."

Les plongeurs se font souvent filmer ou prendre en photo au moment d'implanter "leur" bénitier et sont enthousiasmés à l'idée de savoir que le bénitier qu'ils implantent sera peut-être encore en vie quand ils seront vieux.

Les bénitiers entretiennent une relation symbiotique avec une algue spéciale qui pousse dans leur corps. Par conséquent, on ne les trouve que dans les eaux claires, peu profondes et recevant la lumière du jour. Les bénitiers sont implantés en dessous de la limite inférieure des marées et à moins de 10 mètres de profondeur.

N.D.L.R. : nous adressons nos remerciements à Mme Lisa King pour ces informations sur ce projet. Pour de plus amples informations, contacter Lisa :

Marine Education Project
Division of Marine Resources
Bureau of Natural Resources
Koror, Palau
Tél. : (680) 488 3125
Fax : (680) 488 2017



Vanuatu:

Le Ministre lance la stratégie nationale de conservation

Vanuatu s'est récemment joint au nombre croissant de pays insulaires du Pacifique qui ont élaboré des stratégies nationales pour faire face aux problèmes de leur environnement.

Le 5 août 1994, l'Honorable Dr Edward Tambisari, ministre de la santé et de l'environnement, a officiellement lancé la Stratégie nationale de conservation de Vanuatu lors d'une cérémonie à laquelle participaient d'autres ministres, ainsi que des responsables

des ONG et du BAADI, qui avaient tous apporté une importante contribution au document.

Le Dr Tambisari a présenté ce document comme le fruit du travail du peuple et des communautés de Vanuatu. "L'objectif principal du projet était que le peuple de Vanuatu décide de ce que devait inclure le rapport, et que celui-ci constitue un plan pour l'environnement

page 9

Formation à la gestion des zones côtières : meilleure efficacité à petite échelle

La récente série d'ateliers sous-régionaux sur les besoins en formation à la gestion des zones côtières, a décidé que des activités à petite échelle étaient plus efficaces pour fournir une formation appropriée.

Ce fut l'une des conclusions atteintes par trois réunions de deux jours qui ont eu lieu à Pago Pago, Samoa américaines (18-19 juillet), à Saipan, CIMN (25-26 juillet), et à Honiara, Iles Salomon (1-2 août).

Les participants ont apprécié l'atmosphère plus décontractée de ces réunions de travail à petite échelle, dont l'ordre du jour comprenait des rapports nationaux, une synthèse du Programme de gestion des zones côtières du PROE et des discussions sur l'état général de la gestion des zones côtières dans la région, ainsi que des exposés détaillés sur les besoins en formation à la gestion des zones côtières.

Ces réunions ont mis en évidence les besoins en formation les plus fréquents:

- ▷ développer la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) ;
- ▷ accroître la sensibilisation du public ;
- ▷ comprendre les processus côtiers et les surveiller ;
- ▷ étude d'impact sur l'environnement ;
- ▷ améliorer les travaux de réalisation dans les villages ;

- ▷ faire respecter les règlements en matière de gestion des zones côtières ;
- ▷ concevoir et mettre en œuvre des plans de gestion des zones côtières ;
- ▷ techniques de négociation et de médiation.

La plupart des pays reconnaissent que le type de formation le plus utile consiste en des cours à brève durée, dans le pays, et à petite échelle. Il est cependant important que cette formation soit de nature pratique, et de préférence basée sur le travail sur le terrain.

Problème fréquemment relevé par la plupart des participants : le manque de communication et de coordination entre les divers départements, bureaux et agences responsables de la gestion des zones côtières dans les pays insulaires du Pacifique. Les discussions mirent en évidence le manque d'activités de formation pour de nombreux responsables travaillant dans ce domaine.

Les résultats de ces réunions ont été incorporés dans la révision de la stratégie de gestion intégrée des zones côtières actuellement en cours d'élaboration au PROE. Les réunions ont été organisées par le PROE avec des fonds provenant du gouvernement canadien.



page 8

Les Iles Marshall continuent d'étudier la décharge de déchets nucléaires

Lors de la Conférence du Forum à Brisbane, le Président Kabua de la RIM a annoncé que son gouvernement allait continuer à explorer la possibilité de stocker des déchets nucléaires en provenance du monde entier sur les atolls contaminés de Bikini et d'Eniwetak.

Un groupe composé de physiciens nucléaires, de médecins, d'économistes et d'experts financiers internationaux étudiera pendant six mois la possibilité d'utiliser des atolls coralliens pour le stockage permanent des déchets nucléaires produits à travers le monde.

Washington Pacific Report, 12:23

El Niño revient à la charge

Le dernier phénomène El Niño est de retour après avoir causé des sécheresses et des précipitations d'une importance inhabituelle dans la région entre 1991 et 1994, contrairement aux prévisions d'affaiblissement du début de l'année. Les facteurs climatiques actuels suggèrent sa continuation, voire son aggravation, atteignant son paroxysme en 1995.

Les experts prédisent maintenant une poursuite des conditions climatiques sèches dans le sud-ouest de la région (Nouvelle-Calédonie, Fidji, Tonga et Vanuatu) et des précipitations anormalement élevées dans le nord et dans l'est (Kiribati, Polynésie française et Iles Cook).

Un avertissement de risque de cyclones supérieur à la moyenne pour les zones orientales (Iles Cook et Polynésie française) a également été diffusé.

South Pacific Climate Monitor, 8/94

page 10

Le Ministre lance la stratégie nationale de conservation

page 8

acceptable avec lequel le peuple pourrait travailler," a déclaré Tambisari.

Le conseil des ministres de Vanuatu a approuvé la stratégie en mars 1994, en demandant que continue le soutien offert par les principales organisations impliquées dans le projet, l'UICN, le BAADI, le PROE, en vue de la mise en œuvre de la stratégie.

La Stratégie nationale de conservation comprend des projets visant à :

- ☑ améliorer l'enseignement sur l'environnement dans les écoles ;

- ☑ accroître la sensibilisation du public aux problèmes de l'environnement les plus urgents dans le pays.

Bien que la Stratégie nationale de conservation se situe "en dehors" des projets SNAGE financés par la BAD et le PNUD; le PROE a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement de Vanuatu et le BAADI. La Stratégie de Vanuatu a été élaborée sur le modèle d'autres SNAGE de la région.



Laissons vivre nos familles de tortues !

C'est officiel ! Une récente réunion de spécialistes des tortues convoquée pour discuter des activités promotionnelles pour 1995 "Année de la tortue marine", a décidé d'adopter le thème "Laissons vivre nos familles de tortues !"

Des responsables techniques des pêches nationales, des agences de l'environnement, des ONG et du PROE se sont réunis pour la 4ème conférence annuelle du Programme régional pour la conservation des tortues marines basé au PROE. Les discussions ont porté sur les toutes dernières informations disponibles sur les tortues marines dans la région et sur les façons d'arrêter le déclin continu de leurs populations.

"Les tortues marines des îles du Pacifique sont menacées d'extinction, principalement du fait de la surpêche à

des fins commerciales et de subsistance, ainsi qu'en raison de la fabrication d'objets d'artisanat en écailles de tortue", a déclaré Sue Miller, responsable du PROE pour le projet régional des tortues. "Le déclin actuel des populations de tortues est dû à des prises excessives au cours des dernières décennies. Les femelles ne pondent pas avant l'âge de 20 ans. Si les prises continuent au rythme actuel, il est possible que, dans de nombreuses régions, nos enfants ne puissent plus attraper de tortues" a rajouté Mme Miller.

Pour faire connaître les difficultés affectant les tortues marines de la région, il a été décidé au cours de la conférence qui s'est tenue en 1993 à Apia, aux Samoa occidentales, de faire de l'année 1995 "L'année de la tortue marine". Cette recommandation a ensuite reçu le soutien de la 6ème Conférence du PROE (Fidji), de la 5ème Conférence sur la conservation de la nature du Pacifique Sud (Tonga) et, finalement, de la récente 25ème Conférence du Forum du Pacifique Sud (Brisbane).

La conférence de cette année (Apia, 4 et 5 août) a convenu que le PROE assurerait la coordination de campagnes de sensibilisation du public et d'activités de mise en évidence des difficultés affectant les tortues marines. Une vidéo sur les tortues marines dans les îles du Pacifique sera bientôt distribuée aux agences gouvernementales, aux médias, aux écoles et aux ONG. Des affiches et des brochures, dont certaines dans les langues vernaculaires, ont déjà été produites.

Mme Miller a également ajouté que "nous espérons faire participer tous les groupes concernés à la prise de conscience par tous les habitants du Pacifique des dangers associés à la perte de leurs tortues pour-toujours".

Trente représentants de 14 nations du Pacifique Sud ont étudié d'autres activités du Programme des tortues, y compris les grands projets nationaux de baguage des tortues.

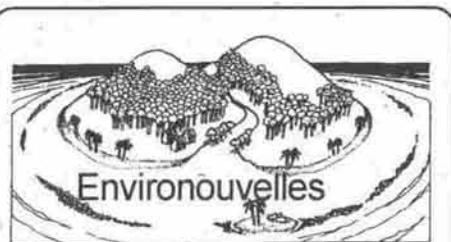
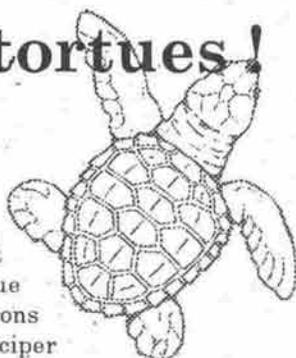
Les responsables de la pêche et de l'environnement des pays participants au projet attachent des bagues métalliques aux animaux vivants, et par la même occasion notent les différentes dimensions de chaque animal. Si ces animaux sont à nouveau capturés, la bague doit être restituée au responsable local de la pêche ou au PROE, qui enregistre également le lieu de la capture.

Le baguage des tortues est essentiel pour l'évaluation des populations des différentes espèces de tortues de la région, ainsi que des lieux où elles se reproduisent et se nourrissent. Ces informations permettront d'élaborer des plans de gestion pratiques et coordonnés pour la conservation des tortues survivant dans la région.

Le baguage permet aussi de connaître les distances parcourues par ces animaux - une tortue verte femelle baguée à Rangiroa en Polynésie française a été recapturée aux Iles Salomon, soit près de 7 000 kilomètres à l'est !

Le Programme régional pour la conservation des tortues marines est financé par le Fonds pour l'environnement mondial par le biais du Programme de conservation de la biodiversité dans le Pacifique Sud, le gouvernement canadien, le BAADI et l'UICN.

Cedric Schuster (à droite) des Samoa occidentales bague une tortue caret pendant la conférence du groupe d'experts sur la tortues qui s'est tenue à Apia. Tony Robinson observe la scène.



page 9

Les Tonga à la recherche d'observateurs de baleines

Le gouvernement des Tonga envisage de réglementer une nouvelle forme potentielle d'écotourisme à Vava'u - l'observation des baleines. Vava'u, qui dispose déjà d'autres attraits physiques et culturels et d'un beau port de plaisance, est sur le point de tirer profit des baleines jubartes migratrices.

Les Tonga "se penchent cependant sur la question de l'observation des baleines de façon très sérieuse et avec urgence," a déclaré Sue Miller du PROE. Le PROE a soumis au Conseil des ministres des Tonga des recommandations sur une gestion de l'observation des baleines visant à éviter de mettre ces animaux en danger.

Samoa Observer, 13/9/94



Photo: P. F.

Etudes sur la déforestation dans les îles du Pacifique

François Martel

Coordonateur du Projet sur la déforestation par la communauté

Ces pays du Pacifique s'inquiètent de la disparition de leurs forêts, due principalement à l'exploitation forestière et au défrichement à des fins agricoles, ainsi que de l'érosion et de la dégradation des sols qui en résultent. Dans certaines zones, les méthodes agricoles traditionnelles seraient les principales coupables.

Pour mesurer l'ampleur de la déforestation dans la région, le PROE a lancé, avec le soutien financier du PNUE, les premières Etudes sur la déforestation par la communauté pour les Samoa occidentales, Niue et Vanuatu en décembre 1993.

Objectifs du projet :

- ☑ déterminer l'ampleur et le taux actuel de déforestation et de dégradation des sols à l'aide de techniques d'arpentage ;
- ☑ cerner les raisons et les motivations de cette déforestation ;
- ☑ sensibiliser la communauté aux effets de l'agrodéforestation ;
- ☑ définir les politiques, les programmes et la législation nationales et régionales nécessaires au développement durable des ressources forestières et minimiser ou renverser la dégradation des sols.

Des études ont déjà été réalisées aux Samoa occidentales et à Niue, tandis que celle de Vanuatu a été remise à plus tard. L'équipe chargée des études est basée aux Samoa occidentales.

Le point de vue du propriétaire foncier

Dans chaque pays, des villages ont été choisis pour des études de cas sur la déforestation réalisées à l'aide de techniques d'étude du développement de la communauté et d'études sur le terrain.

L'approche se fait en plusieurs étapes :

- ☞ sélection de villages représentatifs ;
- ☞ rédaction, traduction et mise à l'essai des questionnaires destinés aux propriétaires fonciers ;
- ☞ préparation des manuels et formation des enquêteurs locaux ;
- ☞ conception des procédures d'étude de cas et, le cas échéant, d'échantillonnage ;
- ☞ préparation et tenue des réunions de village ;
- ☞ planification et tenue des interviews avec les principaux informateurs ;
- ☞ collecte et analyse des données pour chaque village.

Les enquêteurs tentent de savoir pourquoi les villageois - hommes, femmes, *matai* ou chefs mobilaires, et roturiers défrichent les forêts. Cette tâche est longue et ardue.

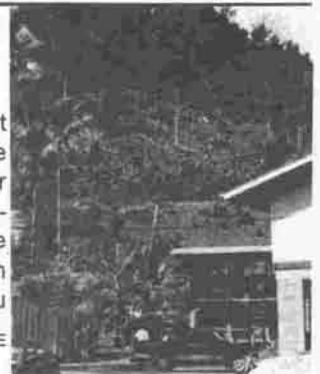
Deux villages samoans ont été choisis et étudiés : **Vailoa** sur Savai'i et **Lotofaga** sur Upolu, et 90 ménages ont été interrogés. Une étude similaire, portant sur 39 ménages, a été traduite en niuéen, mise à l'essai et réalisée dans le village de **Liku**, à Niue.

Etudes sur le terrain

L'objectif de ce projet est également de chiffrer le taux de déforestation. Des photographies aériennes et des images satellite sont utilisées pour identifier les zones de couverture végétale à un

Défrichement en lisière de forêt pour l'agriculture - un problème de plus en plus répandu

Photo : PROE



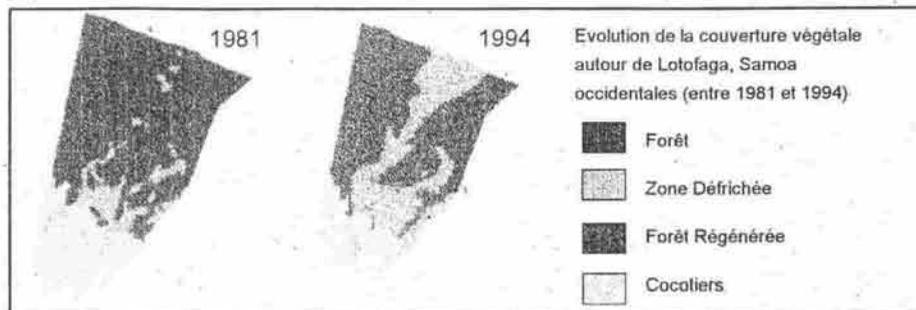
moment donné. Ces zones sont alors vérifiées à l'aide d'études sur le terrain des limites actuelles des forêts pour chaque village. C'est donc par une combinaison d'études sur le terrain, d'interprétation des photographies aériennes, de cartographie de la couverture végétale et d'analyse des systèmes d'information géographique (SIG) que ces zones ont été déterminées et que les changements ont été identifiés.

Aux Samoa occidentales et à Niue, il s'est avéré difficile de trouver les limites entre les villages, principalement parce qu'elles sont fonction des connaissances coutumières des limites dans chaque village. La définition des limites a combiné les connaissances des chefs de villages, les limites physiques et les limites officielles.

Des études sur le terrain ont servi à identifier l'évolution des limites des forêts depuis la prise des dernières photographies aériennes. L'étude de 1994 a alors été ajoutée aux anciennes photographies et numérisée en SIG. Le logiciel IDRISI de SIG a été utilisé pour superposer les cartes des forêts sur les cartes de base et sur les cartes thématiques pour les Samoa occidentales et Niue.

Le projet produit maintenant des cartes d'utilisation des sols qui montrent, pour chaque village, les zones de forêts qui ont été converties à l'agriculture ainsi que la progression et l'intensité de la déforestation au cours des années. Des cartes préliminaires de la couverture végétale ont été préparées pour Lotofaga aux Samoa occidentales (voir ci-contre).

Il reste maintenant à mener des interviews et à réaliser des analyses en SIG pour mettre au point les rapports nationaux. Ces rapports seront ensuite présentés au cours d'ateliers dans les villages et à l'échelle nationale ; ils seront complétés par des recommandations et finalement incorporés dans un rapport final sur la déforestation par la communauté dans la région. ☉☉☉



PCBPS :

De nouvelles zones de conservation à la clef

Le débat sur la meilleure façon de créer des zones de conservation efficaces dans les îles du Pacifique dure depuis de nombreuses années. Cet aspect d'efficacité est rendu d'autant plus complexe par la nécessité de tenir compte des aspirations au développement des populations locales et des régimes fonciers coutumiers. Le Programme de conservation de la biodiversité dans le Pacifique Sud (PCBPS) teste actuellement des exemples spécifiques afin de résoudre ce problème.

Le groupe consultatif technique et gestion (GCTG) du PCBPS réuni à Apia, aux Samoa occidentales, les 1er et 2 septembre, a étudié dix propositions de zones de conservation dans la région, ainsi que quatre nouveaux projets.

Des experts en conservation et en ressources naturelles des pays membres du PROE ont examiné ces propositions afin d'évaluer leur évolution et de juger de leur financement éventuel par le PCBPS.

Projets initiaux présentés au PCBPS pour financement :

- Zone de conservation de Saanapu/Sataoa, Samoa occidentales
- Zone de conservation de Koroyanitu, Fidji
- Zone de conservation de Big Bay, Vanuatu
- Projet de gestion intégrée du bassin hydrographique de Pohnpei, EFM
- Zone de conservation de Palau
- Zone de conservation de Komarindi, Iles Salomon
- Zone de conservation de Niue
- Zone de conservation de Kiribati
- Parc marin de Funafuti, Tuvalu
- Conservation des forêts des Fidji
- (approuvées par la dernière réunion du GCTG à Apia en février 1994).

Nouveaux projets approuvés en août 1994 et devant être financés par le PCBPS :

- Zone de conservation d'Ha'apai, Tonga
- Zone de conservation d'Arnarvon, Iles Salomon.

Le Programme vise à constituer, dans toute la région, un certain nombre de zones de conservation gérées par les propriétaires fonciers locaux, avec l'aide d'agences gouvernementales, d'ONG et d'experts indépendants, le cas échéant.

Une des caractéristiques uniques de ces zones de conservation est qu'elles doivent être en mesure de répondre aux besoins de développement des communautés locales. Le Chef de projet du PROE, Muliagatele Joe Reti, a cependant exprimé aux experts réunis son inquiétude quant à la durabilité de l'aide externe reçue pour la création des zones ; il a également rappelé la nécessité de planifier soigneusement cette aide et de prévoir, au besoin, une "période de sevrage" pour chaque projet.

"[Cette aide] doit tenir compte des besoins des populations locales et de la nécessité, pour les communautés, de perpétuer elles-mêmes le processus de conservation [une fois que l'aide a cessé]" a déclaré M. Reti.

La gestion des zones de projet sera assurée par des comités de coordination des zones de conservation, composés de représentants des propriétaires fonciers, des agences gouvernementales et des ONG. Il s'agit là d'une approche différente de celle des projets de conservation gérés par les ministères. De plus, ces comités de coordination obtiendront des contributions en moyens humains et autres ressources de la part de ces groupes.

Les régimes fonciers font régulièrement l'objet de litiges dans le cadre du projet ; toutefois, ce type de problème est un dénominateur commun aux projets entrepris dans de nombreux pays insulaires du Pacifique, en raison de l'importance des droits de propriété coutumiers. Le PCBPS ne verse pas de compensations en espèces pour les terres incorporées dans les zones de conservation ; en revanche, il met à disposition des services de soutien destinés à développer la capacité des communautés locales à utiliser et à gérer les ressources des zones de conservation, de manière rentable et durable.

Certaines espèces menacées sont également protégées par ces zones. Ainsi, la zone de conservation proposée pour les îles Arnarvon, aux Iles Salomon, permettrait de protéger les populations locales de tortues caret menacées. Cette zone fait partie du Programme régional pour la conservation des tortues marines depuis le milieu des années 80, et la proposition en question améliorerait les chances de survie des tortues locales.

Une autre proposition intéressante, soumise par les Tonga, consisterait à transformer l'ensemble du groupe d'îles Ha'apai en zone de conservation. Il a été récemment suggéré que les Ha'apai soient déclarées "bien du patrimoine mondial" et que l'approche adoptée pour la zone de conservation permette aux villageois de continuer de pêcher autour des 59 îles. Cela serait possible dans la mesure où, la majorité de la population habitant sur l'île Lifuka, l'impact humain sur les autres îles du groupe serait restreint.

La réunion a conclu :

- ☉ que le PCBPS devrait traiter un nombre de projets restreint ;
- ☉ que l'élaboration et la mise en œuvre des projets de zones de conservation existants devraient être menées à bien ;
- ☉ qu'un processus de concertation long est nécessaire, notamment afin d'intensifier la participation des communautés locales ;
- ☉ que les projets doivent prévoir des "récompenses", afin de raccourcir les délais dus à la bureaucratie et de conserver le dynamisme acquis.

La prochaine réunion examinera le processus de création de ces zones de conservation, ainsi que les progrès accomplis - processus qui s'avère difficile étant donné la diversité des groupes concernés tels que propriétaires fonciers, agences gouvernementales et ONG.

Le PCBPS est financé par le Fonds pour l'environnement mondial et par le BAADI. Il est géré par le PROE.



10ème INC : vers une nouvelle série de négociations pour la Convention sur le climat

La Convention cadre sur les changements climatiques est entrée en vigueur le 21 mars 1994 et il appartient maintenant aux nations du monde entier de mettre en œuvre l'esprit de la Convention.

La première Conférence des Parties à la Convention (CDP) devant se tenir en Allemagne du 28 mars au 7 avril 1995, il est urgent pour les différents groupes de veiller à ce que leurs points de vue respectifs soient pris en considération par la convention.

La 10ème session du comité intergouvernemental de négociation de la Convention cadre sur les changements climatiques (Genève, 22 août - 2 septembre) s'est penchée sur les points suivants : les mécanismes financiers de soutien technique et financier aux pays en développement, les questions d'ordre institutionnel, juridique et de procédure (notamment pour la 1ère CDP), ainsi que divers points litigieux de la Convention cadre, notamment entre les pays développés et les pays en développement.

L'Association des petits Etats insulaires (APEI) a de nouveau représenté les pays insulaires du Pacifique lors des négociations. Au nombre des points les plus litigieux figuraient le débat sur la mise en œuvre conjointe et le Protocole à la Convention cadre dit "de l'APEI".

Le Protocole de l'APEI vise à réduire encore plus les émissions de gaz carbonique et à proroger la Convention cadre au-delà de l'an 2000. Il détermine également des méthodes permettant d'adopter et de coordonner des mesures et des stratégies particulières destinées à atteindre ces objectifs, en mettant l'accent sur la nécessité d'agir d'urgence, notamment dans les pays insulaires de la région particulièrement vulnérables. Certains pays développés ou en développement s'opposent toutefois plus ou moins à ce protocole.

Le comité est cependant parvenu à un accord définitif sur le processus d'étude des informations relatives aux réactions des pays développés quant au

traité, accord important dans la mesure où ce groupe est le principal producteur de gaz à effet de serre.

Un certain nombre de questions restent en suspens et vont être reportées au 11ème INC et à la 1ère CDP, dont :

- ⊙ le Protocole de l'APEI ;
- ⊙ le débat sur la mise en œuvre conjointe ;
- ⊙ le règlement intérieur ;
- ⊙ l'emplacement du Secrétariat à l'avenir ;
- ⊙ la mise en œuvre du mécanisme financier dans la Conférence cadre ;
- ⊙ les programmes à soumettre en priorité au FEM.

Assistaient à la 10ème session les représentants des pays membres du PROE suivants : Australie, Îles Cook, Fidji, France, EFM, Kiribati, NZ, RIM, PNG, Îles Salomon, Tonga, USA et Samoa occidentales, ainsi que le Secrétariat du PROE.



Abréviations

APEI	Alliance des petits états insulaires
APF	Agence des pêches du Forum
BAADI	Bureau Australien d'assistance au développement international
BASD	Banque asiatique de développement
CEO	Centre est-ouest
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CGAPS	Commission de géoscience appliquée du Pacifique Sud
CIMN	Commonwealth des Îles Mariannes du Nord
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CMDDPEIVD	Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en voie de développement
CPS	Commission du Pacifique Sud
EFM	Etats fédérés de Micronésie
EIE	Etude d'impact sur l'environnement
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial

FNUAP	Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
INC	International Negotiating Committee (comité intergouvernemental de négociation - Convention cadre sur les changements climatiques)
NZ	Nouvelle-Zélande
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PCBPS	Programme de conservation de la biodiversité dans le Pacifique Sud
PDIP	Programme de développement des Îles du Pacifique (CEO)
PIANGO	Pacific Island Association of NGOS
PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement

PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
PROE	Programme régional océanique de l'environnement
RIM	République des Îles Marshall
SNAGE	Stratégie nationale de gestion de l'environnement
UE	Union européenne (ancienne CEE)
UH	University of Hawaii
UICN	Union mondiale pour la conservation de la nature
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNITECH	University of Technology (PNG)
UoG	University of Guam
UPNG	University of Papua New Guinea
UPS	Université du Pacifique Sud
USA	Etats-Unis d'Amérique
USAID	Agence Américaine pour le développement international
WRI	Institut des ressources mondiales
WWF	Fonds mondial pour la nature





Livres, vidéos, diapositives et autres supports du PROE et d'autres organisations de défense de l'environnement dans les îles du Pacifique

Nouveau Rapport annuel et nouvelles brochures d'information

Le dernier Rapport annuel 1993/94 du PROE (32 p.) vise à présenter le PROE et ses activités aux médias, aux bailleurs de fonds ainsi qu'aux gouvernements membres.

Un certain nombre de nouvelles brochures d'information sont en cours d'impression, dont celles relatives aux deux nouveaux services du PROE, le **Centre d'information/bibliothèque du PROE** et le **Centre d'information du Pacifique sur l'environnement et les ressources naturelles**.

Les **listes des publications** techniques et éducatives disponibles en anglais et en français ont par ailleurs été mises à jour.

Nouveaux rapports techniques et rapports de réunions

Le rythme des publications du PROE a suivi la rapide croissance enregistrée par notre organisation au cours de ces dernières années. Parmi les rapports les plus récents :

- ☐ *Sources de pollution d'origine tellurique aux Samoa occidentales*, P. Gangaiya (anglais, SRS 81) ;
- ☐ *Problèmes de changement climatique et d'élévation du niveau de la mer à Guam*, U. Prasad et H. Manner (anglais, SRS 82) ;
- ☐ *Applicabilité et utilisation de la comptabilité des ressources naturelles et de l'économie de l'environnement dans les PEIVD*, Te'o Fairbairn et C. Tisdell (anglais, SRS 83) ;
- ☐ *La protection côtière dans les îles du Pacifique : les tendances actuelles et les perspectives d'avenir*, rapport conjoint du PROE et de la CGAPS (anglais) ;
- ☐ *La prévention des catastrophes naturelles dans les pays insulaires du Pacifique : Rapport de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles*, Japon, 1994, rapport conjoint du PROE, d'Emergency Australia et de l'office du programme du Pacifique Sud du Département des affaires humanitaires de l'ONU (anglais) ;
- ☐ Réimpression de *La voie du Pacifique : Rapport des PVDIP à la CNUED* (anglais et français).

Les fiches d'information sur le droit de l'environnement

Un grand nombre de traités internationaux récents concernent l'environnement et la gestion de nos ressources naturelles de moins en moins abondantes. Il est souvent difficile de connaître leur signification pour les peuples des îles du Pacifique.

Afin de résoudre ce problème, le PROE a créé une série de fiches d'information sur le droit de l'environnement qui décrivent les conventions, leur fonctionnement et leur signification pour l'environnement du Pacifique. Ecrites dans un anglais simple, ces fiches sont destinées à un large public (politiques, techniciens, gestionnaires, professeurs et étudiants).

Cette série comprend actuellement les fiches suivantes :

- 12/1 *Convention sur la biodiversité* ;
- 12/2 *Convention du patrimoine mondial* ;
- 12/3 *Convention de Ramsar relatives aux zones humides*.

Des fiches relatives aux autres conventions régionales et internationales sur l'environnement et la conservation viendront bientôt compléter la série.

Pour recevoir une copie des publications ci-dessus veuillez écrire au **directeur du PROE**.

Cours et ateliers de formation

Gestion et développement des pêcheries côtières

Lieu : Suva, Fidji.

Dates : 24/10 - 25/11/94

Organisé par : IOI, UPS, Suva.

Pour qui ? Pêcheurs, décideurs et cadres moyens, ainsi que le personnel technique des agences gouvernementales, des ONG et des institutions privées.

Objectifs :

1. analyser les facteurs qui influencent les pêcheries côtières ;
2. mettre en relief les problèmes physiques et culturels complexes pour les pêcheries côtières ;
3. évaluer des stratégies alternatives de gestion et de développement de pêcheries durables ;
4. se concentrer sur certains groupes, en particuliers les femmes, afin d'améliorer leur rôle pour les pêcheries durables.

Renseignements complémentaires :

Prof. G. Robin South
Directeur, IOI-Pacifique Sud
USP
PO Box 1168
Suva, Fidji
Tél. : (679) 304 556
Fax : (679) 301 490

Systèmes d'information géographique et modèles de l'environnement

Lieu : Canberra, Australie.

Dates : 3 - 14/7/95

Organisé par : Anutech, Anu, Canberra.

Pour qui ? Planificateurs et gestionnaires des ressources.

Objectifs :

1. développer la compréhension des SIG comme outils de gestion des ressources ;
2. développer des compétences pratiques de stockage, de recherche et d'analyse des ressources et des données sur l'environnement.

Renseignements complémentaires :

Mr George Collett
Anutech Pty Ltd
Canberra, ACT 0200
Australie
Tél. : (616) 249 5671
Fax : (616) 249 5875

Programme international de formation au développement

Lieu : Armidale, Australie.

Date : 1995

Organisé par : UNE, Armidale, Australie.

Pour qui ? Planificateurs, gestionnaires et praticiens.

Cours :

1. Gestion agroforestière (16/1 - 17/2/95) ;
2. Planification et gestion des ressources en eau (8/3 - 4/4/95) ;
3. Gestion des parcs nationaux, de la faune et de la flore (20/9 - 24/10/95).

page 15

Réunions 94-95

Date	Reunion	Lieu	Responsable
Octobre			
10-14	Greenhouse '94 [Effet serre '94]	Wellington	C. Kaluwin
11-13	Septième Conférence du PROE	Tarawa	PROE
15-16	Séminaire/atelier sur le sanctuaire baleinier des mers australes.	Auckland	S. Miller
17-21	Atelier de formation sur la création de zones de conservation dans le Pacifique Sud	Nadi, Fidji	I. Reti
19-30	Atelier de formation des médias à l'environnement	Honiara	G. Salesa
25-29	Comité de la CESAP sur l'environnement et le développement durable	Bangkok	
Novembre			
Début	Conférence des Officiels du Forum	Suva	Secrét. du Forum
7-18	Conférence de la CITES	Fort Lauderdale, E-U	PROE
28-9 déc.	Première Conférence des Parties à la Convention internationale sur la biodiversité	Bahamas	S. Miller
Décembre			
-	Atelier sur les techniques de négociation	Suva	G. Miles
1995			
Février			
6-17	10ème INC - Convention cadre sur les changements climatiques	Genève	C. Kaluwin
Mars			
29-5 avril	Première Conférence des Parties à la Convention cadre sur les changements climatiques	Berlin	C. Kaluwin
Avril			
2-7	TOGA '95: Conférence scientifique internationale	Melbourne, Australie	N. Koop
Octobre			
28-29	Océan et atmosphère - Pacifique	Adelaïde, Australie	C. Kaluwin

Les réunions indiquées en *italique* sont en cours de préparation. Des précisions peuvent être obtenues auprès des organisateurs ou des responsables du PROE concernés.

Training Courses and Workshops

Renseignements complémentaires :

Programme international de formation au développement

PO Box U298, UNE
Armidale, NSW, 2350
Australie

Tél. : (6167) 73 3248

Fax : (6167) 73 3799

Messagerie électronique : DSP@UNE.edu.au

Cours international sur les SIG, la télémétrie et les SPG

Lieu : Velp, Pays-Bas.

Dates : trois cours de 3 semaines, commençant du 6 - 25/2/95

Organisé par : Larenstein International Agric. College, Velp, Pays-Bas.

Pour qui ? Planificateurs des ressources, chefs de projets et experts techniques.

Objectifs :

Améliorer les connaissances théoriques et pratiques en matière de :

1. systèmes d'information géographiques (SIG) ;
2. télémétrie ;
3. systèmes de positionnement global (SPG)

Renseignements complémentaires :

Dr Agnes Hemelaar
Centre of Expertise GIS-Larenstein
PO Box 9001
6880 GB Velp
Pays-Bas
Tél. : (3185) 695 716
Fax : (3185) 695 691



Etude de l'environnement pour les projets de développement

Lieu : Canberra, Australie.

Dates : 4 - 29/9/95

Organisé par : Anutech, Anu, Canberra.

Pour qui ? Planificateurs des ressources, chefs de projets et experts techniques.

Objectifs :

1. sélection des projets selon des critères écologiques ;
2. identification des impacts sur l'environnement et évaluation de leur ampleur ;
3. critères écologiques applicables à la conception, la surveillance et l'évaluation des projets.

Renseignements complémentaires :

Mr George Collett
Anutech Pty Ltd
Canberra, ACT 0200
Australie
Tél. : (616) 249 5671
Fax : (616) 249 5875

Le mot de la fin...

Le principal événement annuel pour le PROE est la *Conférence du PROE*. C'est alors que les représentants des 22 gouvernements et administrations insulaires du Pacifique membres, ainsi que des quatre membres métropolitains décident des programmes de travail et de l'administration du PROE.

La Conférence de cette année constituera à nouveau une opération de grande envergure, avec un déplacement important de matériel et de personnel vers Tarawa (Kiribati), pays hôte de la Conférence 1994.

Les préparatifs entrepris par le gouvernement de Kiribati sont bien avancés et cette année promet de voir la réalisation d'un certain nombre de tâches administratives rendues nécessaires par la décision prise en 1991 de transférer le siège du PROE à Apia (lire à ce sujet le *Message du directeur*). Le Forum a vu, pour sa part, ses méthodes de travail changer et s'est concerté sur le thème "Gérer nos ressources". Nous vous livrons ses commentaires et recommandations

dans ce numéro de *La lettre de l'environnement*.

Des activités animées de **sensibilisation à l'environnement** se sont déjà déroulées cette année dans beaucoup de pays et nous vous avons parlé de quelques-unes d'entre elles dans nos précédentes *Lettres de l'environnement*. Dans ce numéro, nous relatons, grâce à nos correspondants locaux, des événements organisés à Tokelau, aux Iles Salomon et aux Tonga.

Le PROE continue d'éditer, dans le cadre de ses propres programmes de travail actifs et variés, un certain nombre de publications techniques et éducatives. Découvrez-en plus à ce sujet dans notre revue des *Publications sur l'environnement*. Nous poursuivons également notre tour d'horizon des activités régionales et nationales et vous proposons de nouvelles histoires dans *Environouvelles*.

Au plaisir de vous voir à Kiribati.

Bamahuta,

Wes Ward, *rédacteur en chef*

Dans ce numéro...

Forum de Brisbane '94 : gérer nos ressources	1
Les SNAGE, et après ?	2
Message du directeur	3
Concours scolaire de dessin	3
Prise de conscience à Vava'u	5
Nettoyer la planète - et autour de soi	6
Journée mondiale de l'environnement ...	6
Une espèce menacée, le <i>manumea</i> , à l'école	7
Environouvelles	7
Implantez un bénitier	8
Vanuatu : le ministre lance la SNC	8
Formation à la gestion des zones côtières : meilleure efficacité à petite échelle	9
<i>Laissons vivre nos familles de tortues !</i>	10
Etudes sur la déforestation	11
Nouvelles zones de conservation	12
Négociations pour la Convention sur le climat	13
Abréviations	13
Publications sur l'environnement	14
Cours et ateliers de formation	15
Réunions 94-95	15
Le mot de la fin	16

Numéro 38

Juillet/septembre 1994

ISSN: 0257 - 1962

Air Mail
Par Avion

Stamp
Timbre

Printed Matter
Imprimés

Publié par:
Programme régional océanien de l'environnement (PROE)
P.O. Box 240, APIA, Samoa occidentales
Tél. : (+ 685) 21 929
Fax : (+ 685) 20 231
Messagerie électronique: sprep@pactok.peg.apc.org